

## Résumé pour “Repenser les filières ”

Florence Palpacuer  
Janvier 2018

Pourquoi ‘repenser’ les filières ? Qu’y a-t-il à ‘repenser’ dans la façon de fonctionner de ces chaînes aujourd’hui ? Et, compte tenu du large éventail de questions sociales, sociétales et environnementales en jeu, qui est le mieux outillé pour le faire ?

Il s’agit là du genre de questions que les mouvements sociaux impliqués dans cette initiative peuvent avoir envie de discuter collectivement en vue d’élaborer une identité et une mission communes pour le réseau tout entier. Ce sont aussi des questions qui se situent au cœur du débat depuis le jour où les systèmes de production ont commencé à se réorganiser sur une échelle mondiale : la question de savoir si la mondialisation des ‘filières’ était souhaitable ou non, ainsi que de quelle façon ses chaînes devraient-elles être régulés afin de profiter à la société dans son ensemble, se trouve au cœur d’une ‘bataille d’idées’ qui fait rage au sein des milieux académiques, politiques et militants depuis les deux ou trois dernières décennies.

Dans l’article suivant, je résume ce débat en m’appuyant en principalement sur des références académiques et je souligne des opportunités potentielles par laquelle l’initiative pourrait trouver moyen de susciter l’innovation sociale au sein des organisations impliquées.

### FILIERE MONDIALES

#### *Débat idéologique : avantages et inconvénient*

D’une manière générale, le débat académique sur les filières s’est polarisé en deux ‘camps’. D’un côté on définit les filières mondiales comme un moyen pour certains pays de se connecter rapidement et avec succès aux marchés locaux, c’est à dire de générer des volumes considérables d’emplois, d’activités économiques et de rentrées financières en assurant le rôle de fournisseur pour les principales grandes entreprises de la chaîne. Ce modèle a été vanté depuis les années 80 comme une stratégie de développement orientée à l’export et plus récemment comme un scénario post-crise de 2008 (en dépit du fait que les filières mondiales ont été le vecteur principal de propagation de la crise des États-Unis vers l’Asie).

D’un autre côté des auteurs comme Wallerstein ont très tôt souligné le fait que les filières mondiales étaient des formes hautement inégalitaires d’organisations économiques dans lesquelles les pays du ‘noyau dur’ pouvaient récolter les valeurs générées par les pays ‘périphériques’ ou ‘semi-périphériques’ participant aux mêmes chaînes. Des critiques plus récentes ont fait valoir que les filières mondiales n’offraient que des modèles de développement économiques précaires et de courte durée en raison d’une concurrence impitoyable ainsi que d’une incessante relocalisation mondiale. Les filières mondiales se connectent souvent aux territoires locaux après que l’on ait ‘désarticulé’ les économies locales par des réformes agraires et du travail (Werner et Bair, 2011); elles sont organisées sur la base d’une ‘incorporation défavorable’ qui maintient les travailleurs dans la pauvreté au bas de la chaîne grâce à la double pression des grandes entreprises mondiales et des élites nationales/mondiales (Phillips, 2011).

Une ligne de critique émergente remet en question l’appropriation et la destruction de ressources naturelles de façon non durable au sein des filières mondiales (Küttin, 2014). La financiarisation joue un rôle majeur dans le développement de ces pratiques prédatrices dans la mesure où elles poussent les grandes entreprises à maximiser les revenus à court terme sur capitaux investis, au moyen d’une pression accrue sur les employés et les fournisseurs. (Palpacuer, 2008).

## ***Outils pour une réglementation des filières mondiales : le Marché, l'État, ou la coopération ?***

Initialement, le débat opposait les partisans d'un agenda de développement induit par le marché à ceux qui défendaient le recours à de politiques de développement contrôlées par l'État. Cependant, depuis les années 90, bien peu d'académiques se sont aventurés à préconiser un tel rôle pour l'État. De récentes initiatives prises par la société civile et les organisations syndicales visant à faire adopter des réglementations contraignantes au sein des filières mondiales reçoivent de plus en plus d'attention, mais au final, le protectionnisme demeure un tabou puissant pour les critiques de gauche (peut-être en raison du fait qu'il est fortement appuyé par les mouvements nationalistes réactionnaires).

Cependant, le rôle de l'État demeure une question fondamentale dans le cadre de la réglementation des filières mondiales. Au bout du compte, la capacité des grandes entreprises et de leurs principaux fournisseurs à constamment délocaliser leurs activités de production et à monter les pays, les travailleurs et les petits fournisseurs les uns contre les autres, sapent profondément les initiatives locales pour la promotion du progrès social et de la protection de l'environnement.

En dehors des états et des marchés, une troisième option se dégagait pour la réglementation des filières mondiales, celle de la **coopération**. Cet élément fut d'abord incorporé aux filières mondiales en tant que moyen pour les fournisseurs locaux de s'instruire et de 's' améliorer' afin d'effectuer des tâches de plus haute valeur au sein des filières mondiales. 'L'amélioration' prenait place par le biais d'une coopération interentreprises basée sur les gains mutuels entre grandes entreprises et fournisseurs sélectionnés. Une telle coopération conférait au modèle de filières mondiales une légitimité car dès lors il n'était *plus simplement* un instrument de la domination du Nord sur le Sud, mais également un espace de solidarité qui offrait une possibilité d'ascension aux fournisseurs qui étaient entrés au niveau plus bas de la chaîne afin d'y effectuer des tâches de faible valeur.

Toutefois, les origines de la coopération se trouvent au niveau local, pas au niveau mondial. Cette façon d'organiser la filière repose sur une solidarité économique et sociale qui prend sa source au sein de la vie de la communauté (Piore et Sabel, 1984). Ce modèle trouve son inspiration dans une vision Proudhonienne<sup>1</sup>, anarchiste d'une société fondée sur des **coopératives de petits travailleurs indépendants**. La question de savoir jusqu'à quel point la coopération pourrait s'étendre du niveau local au niveau global dans le contexte de marchés soumis à une concurrence impitoyable reste posée.

Récemment, de grandes entreprises internationales ont proclamé avoir mis en place des **initiatives éthiques volontaires**, comme certains codes de conduite avec les fournisseurs, des projets en partenariat avec des ONG et des participations actives à des plateformes multi-parties prenantes. Mais des observateurs critiques soulignent le gouffre persistant entre le discours éthique des entreprises et les conditions matérielles de la production au niveau mondial, où les violations du droit du travail et les dégâts infligés à l'environnement restent très répandus. De même, 'l'amélioration' n'a été observé que de façon très sélective dans les filières mondiales, et n'implique que très rarement une amélioration substantielle des salaires et des conditions de travail.

## **STRATÉGIES DES MOUVEMENTS SOCIAUX**

Les mouvements sociaux ont répondu à la mondialisation de la production en essayant de transformer les filières mondiales en organisant des campagnes, en négociant, en s'organisant ou en trouvant des alternatives par le biais de chaînes locales et de commerce équitable. Ces deux orientations stratégiques sont '**contre-hégémoniques**' quand elles cherchent à changer le rapport de

---

<sup>1</sup> Pierre-Joseph Proudhon était un homme politique français, fondateur de la théorie du mutualisme. Il est généralement considéré comme le théoricien le plus influent de l'anarchisme.

force à l'intérieur de l'hégémonie dominante, ou '*anti-hégémoniques*' quand elles explorent les possibilités de créer un mode d'organisation sociale non étatique, non-capitaliste et équitable (Day, 2004, 2005).

### ***Mouvements contre-hégémoniques : promouvoir les changements au sein des filières mondiales***

Au cours des années 1990, des nouvelles coalitions formées d'une grande variété de groupes sociaux (ex : jeunes, féministes, syndicaux, religieux, consommateurs, développement...) ont profité de connections militantes entre le Nord et le Sud pour créer des ***réseaux de résistance transnationaux*** et reconnecter ce que les filières mondiales avaient séparé, i.e., la puissance économique des grandes entreprises et les conditions sociales dans les entreprises de leurs fournisseurs.

Ces mouvements 'contre-hégémoniques' ont utilisé une grande variété de d'outils afin d'introduire des changements dans la structure de gouvernance, les relations économiques et les pratiques sociales/environnementales des filières mondiales. Les campagnes de consommateurs reposaient sur un mélange de signaux de marché et de d'encouragement éthique afin d'initier une action de la part des grandes entreprises, tandis qu'un cadre juridique d'état était mobilisé pour la défense des droits des travailleurs. En respectant ces principes, des ONG et des organisations syndicales ont uni leurs forces de manière innovatrice, par exemple dans le cas de la Campagne Vêtements Propres ou Banana Link dans lesquelles des organisations syndicales ont apporté une légitimité institutionnelle à la défense des droits des travailleurs, tandis que les ONG pouvaient agir au delà des limites juridiques établies pour les organisations syndicales.

### ***Relever le défi de la 'révolution passive'***

Ces initiatives, cependant, ce sont heurtées à de sérieuses difficultés. En effet, les entreprises ont répondu aux campagnes de consommateurs par une prolifération de campagnes publicitaires éthiques, ce qui a eu pour effet de brouiller les signaux du marché et d'affaiblir les stratégies militantes. Les ONG se sont ainsi retrouvées piégées dans des partenariats qui servaient à redorer l'image des grandes entreprises sans pour autant faire intervenir de changements significatifs dans leur modèle commercial, où la recherche de la croissance et du bénéfice à court terme restait tout aussi forte, ou sur le terrain, où les conditions sociales relevaient plus que jamais de l'exploitation.

Ayant constaté ces limites, certains mouvements on réorienté leur objectif des entreprises vers les Etats, de manière à obtenir une ***réglementation contraignante*** en faveur de la défense des droits humains au sein des filières mondiales. Parmi les initiatives les plus significatives se trouvent une poussée de la société civile ayant abouti à la loi française sur le Devoir de Diligence, à la loi britannique contre l'esclavage moderne, et l'Alliance pour un Traité (Treaty Alliance), qui milite en faveur d'un traité contraignant des Nations Unies en matière de droits humains à l'intention des sociétés transnationales. Bien que des avancées significatives aient été obtenues dans certains états, les demandes initiales des sociétés civiles ont été substantiellement réduites au cours d'âpres négociations politiques.

Là encore, les forces conservatrices agissent de manière à assimiler les critiques sociales sous forme d'un processus de 'révolution passive'. Ce terme décrit la façon dont une forme 'révolutionnaire' de transformation politique est convertie en une réforme conservatrice qui permet de conserver les aspects essentiels de la structure sociale (Levy et Egan, 2003; Morton, 2010). En d'autres termes, les grandes entreprises et les États ont répondu aux demandes des sociétés civiles d'une façon qui cherche à préserver les aspects essentiels des filières mondiales te ont complètement échoué à traiter

les ‘causes profondes’ des abus en matière de droits humains et environnementaux dans la structure sociale, politique et économique de la production mondiale.

***‘Mouvements anti-hégémoniques’ : recherches d’alternatives***

Afin d’éviter le piège de la ‘révolution passive’, d’autres mouvements sociaux ont opté pour ce que Day appelle ‘la politique de l’action’. Ces mouvements ne se contentent pas de suivre une ‘politique de la demande’ basée sur l’attente d’une émancipation qui pourrait être *accordée* par les acteurs dominants des filières mondiales. Les groupes ‘anti-hégémoniques’ préfèrent quant à eux revisiter la tradition anarchiste consistant à construire au niveau local des filières alternatives basées sur la coopération et la solidarité. Ces initiatives prennent place au niveau territorial, mais également international lorsque les initiatives du commerce équitable ont su développer une coopération interpersonnelle à petite échelle entre acheteurs et producteurs. Ceci, pour des chercheurs universitaires tels que Day, offre une alternative souhaitable aux luttes contre-hégémoniques.

Cependant, les chaînes locales doivent aussi livrer leurs propres batailles. En effet, ces alternatives exigent un contexte politique favorable et une protection contre la concurrence déloyale afin de préserver l’accès à des ressources telles que la terre et l’eau, pour résister à une intense concurrence basée sur les prix de la part des filières mondiales et/ou pour maintenir des valeurs sociales lors du passage à l’échelle supérieure.

***Repenser les filières : comment combiner les luttes menées au niveau local et international ?***

L’hypothèse de travail abordée dans le cadre de l’initiative *Repenser les filières* est que les objectifs du mouvement social visant à transformer les filières mondiales par le biais d’une action directe sur les grandes entreprises, les fournisseurs et les gouvernements, complètent plus qu’ils ne remplacent l’émergence d’alternatives locales.

Juguler la logique économique/financière des filières mondiales, peut non seulement aboutir à améliorer leur performances sociales et environnementales directes, mais aussi aider à créer ou préserver un espace au sein duquel les chaînes alternatives pourraient prospérer. Pour cette raison, un certain nombre de mouvements locaux se sont joint à des luttes anti-hégémoniques comme l’Alliance pour un Traité (Treaty Alliance). Inversement, promouvoir les chaînes alternatives pourrait permettre aux mouvements contre-hégémoniques de gagner en autonomie face à l’hégémonie des filières mondiales et à mieux résister aux stratégies de ‘révolution passive’ de la part des forces conservatrices.